

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **Marchés de Fournitures Courantes et de Services**

#### **Identification de l'acheteur :**

##### Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Universitaire de Reims**, en qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

##### Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

#### **Intitulé du marché :**

Transports terrestres spécifiques (relance)

#### **Procédure de passation :**

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 3° et R.2123-1 2° du Code de la commande publique.

# SOMMAIRE

PREAMBULE .....	4
ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE .....	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - FORME .....	4
2.2. - DUREE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
4.1.1. - Parties signataires.....	6
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	6
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution .....	6
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES .....	7
4.3. - RESPECT DU SECRET PROFESSIONNEL .....	7
4.4. - RESPECT DE LA CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC.....	7
4.5. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	7
4.6. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	7
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION .....	8
5.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	8
5.2. - MODALITES DE PRISE EN CHARGE .....	8
5.3. - REUNION DE CADRAGE ET SUIVI D'EXECUTION.....	8
5.3.1. - Réunion de cadrage.....	8
5.3.2. - Réunion de suivi d'exécution.....	8
5.4. - TRANSFERT DE RISQUES.....	8
5.5. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	9
ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION .....	9
ARTICLE VII - ASSURANCE.....	9
ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	9
8.1. - CONTENU DES PRIX.....	9
8.2. - FORME DU PRIX .....	10
8.3. - VARIATION DES PRIX .....	10
8.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	10
8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation .....	10
8.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	10
8.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	10
8.3.5. - Modalités de révision des prix.....	10
8.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE .....	11
8.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE .....	11
ARTICLE IX - CLAUSE DE REEXAMEN .....	11

ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES .....	11
<b>10.1. - MODALITES DE FACTURATION</b> .....	11
<b>10.2. - DELAI DE PAIEMENT</b> .....	12
<b>10.3. - INTERETS MORATOIRES</b> .....	12
ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	12
<b>11.1. - AVANCE</b> .....	12
<b>11.2. - RETENUE DE GARANTIE</b> .....	13
ARTICLE XII - PENALITES .....	13
<b>12.1. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b> .....	13
<b>12.2. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS DE QUALITE DE PRISE EN CHARGE DES TRANSPORTS</b> .....	14
<b>12.3. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DEFAUT DE SIGNALEMENT</b> .....	14
<b>12.4. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DEFAUT DE CONTINUITE DE SERVICE</b> .....	14
ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE.....	14
ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE .....	14
ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	15

## PREAMBULE

La présente procédure s'inscrit dans le cadre de la fonction achat mutualisée du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC).

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, est compétent pour assurer la passation, la signature et la notification des marchés, ainsi que les éventuelles modifications, reconductions ou non-reconduction et résiliation.

Le ou les établissements parties bénéficiaires assure(nt), à titre individuel, l'exécution des marchés et réalise(nt) notamment les opérations suivantes : commandes, vérifications, liquidation et mandatement des factures et toute autre mesure relevant des opérations d'exécution.

## ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

### 1.1. - Type

☐ Fournitures      ☒ Services      ☐ Travaux

### 1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet des **prestations de transports terrestres spécifiques pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne** dont l'établissement partie bénéficiaire est identifié en annexe n° 1 du présent CCAP.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

### 1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **2 lots** définis ci-dessous :

LOT N°	INTITULÉ
7	Transports non programmés de produits sanguins labiles (PSL), produits pharmaceutiques et échantillons Biologiques pour le CHU de REIMS - sur Reims
11	Transports de produits anticancéreux au départ du CHU de Reims

## ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

### 2.1. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, sans minimum mais avec un maximum.

Les quantités estimées sont précisées dans l'état récapitulatif des besoins annexé au CCTP, à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables à l'établissement partie bénéficiaire.

Le montant annuel maximum ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date de début d'exécution aux quantités estimatives.

Le titulaire s'engage pour les maximums.

## **2.2. - Durée du marché**

Le marché est passé pour la période à compter du 1<sup>er</sup> juin 2026, ou de la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure, jusqu'au 31 octobre 2027.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois, soit du 1<sup>er</sup> novembre 2027 au 31 octobre 2028.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

**Nota : La date de début d'exécution des prestations pour chaque établissement partie bénéficiaire est précisée à l'annexe n° 2 du présent CCAP.**

## **ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

## **ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **4.1. - Identification des parties**

#### **4.1.1. - Parties signataires**

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

#### **4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements parties bénéficiaires, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution**

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement partie bénéficiaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

#### **4.2. - Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

#### **4.3. - Respect du secret professionnel**

Le titulaire du marché s'engage au respect absolu du secret professionnel.

L'équipe de transport est liée par le secret professionnel et assujetti à la discrétion d'usage en ce qui concerne le service.

L'établissement partie bénéficiaire s'engage à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

#### **4.4. - Respect de la continuité du service public**

En cas d'indisponibilité, d'incident ou de panne au cours du transport, le chauffeur du titulaire devra prendre les dispositions qui s'imposent afin d'assurer la poursuite de la mission dans les délais les plus brefs, grâce aux procédures créées par le titulaire pour réagir et gérer les événements imprévisibles (procédure de secours, moyens de réserve, procédure de dégagement ...).

En cas de déclenchement de mode dégradé par un établissement (cause panne par exemple), le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens pour répondre à cette nouvelle demande exceptionnelle.

Le titulaire s'engage à effectuer la totalité des demandes de transports. En cas d'impossibilité, le titulaire doit obligatoirement en faire part à l'émetteur de la demande sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues aux articles 12.3 et 12.4 du présent CCAP.

#### **4.5. - Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

#### **4.6. - Evolution technologique, technique ou réglementaire**

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique en cours d'exécution du marché, le titulaire sera invité à prendre en compte les modifications affectant l'exécution des prestations, sans supplément de prix.

En cas d'évolution réglementaire, le titulaire est tenu de s'y conformer sans supplément de prix et d'en informer l'établissement partie bénéficiaire dans les plus brefs délais.

En cas d'évolution technologique majeure ou d'évolution réglementaire majeure, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché public après un préavis de trois mois.

## **ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **5.1. - Modalités de commande**

Pour les **courses programmées**, le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation de la prestation,
- la date des transports à réaliser.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, l'établissement partie bénéficiaire ne retiendra pas une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans les conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Pour les **courses non programmées**, les demandes émanent directement du laboratoire de l'établissement partie bénéficiaire ou du garage central.

### **5.2. - Modalités de prise en charge**

Les modalités de prise en charge sont précisées au CCTP et dans son annexe 1.

### **5.3. - Réunion de cadrage et suivi d'exécution**

#### **5.3.1. - Réunion de cadrage**

Une réunion de cadrage sera organisée sur chaque établissement dès notification, préalablement à l'exécution du marché afin de faire connaissance, procéder aux rappels des attentes, suivant les conditions du CCTP et l'offre du titulaire, et fixer des indicateurs de suivi.

#### **5.3.2. - Réunion de suivi d'exécution**

Un rendez-vous mensuel pendant le premier trimestre, puis trimestriel pendant toute la durée du marché, permet l'évaluation, le suivi de la prestation, l'application des conditions contractuelles, et les évolutions éventuelles, telles que les contacts, les modalités de commande.

La mesure de la satisfaction, performance et délais sont suivis grâce aux indicateurs fournis avant chaque rendez-vous par le titulaire.

A l'issue du rendez-vous un plan d'action d'amélioration ou plan de progrès est défini entre le prestataire et l'établissement.

Des points sur le déroulement du marché peuvent être demandés par l'établissement à tout moment en cas de difficultés rencontrées sur la qualité de la prestation.

### **5.4. - Transfert de risques**

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.



## **5.5. - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'établissement partie bénéficiaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## **ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les vérifications seront effectuées suivant les bordereaux de suivi rédigés par l'établissement partie bénéficiaire concerné, ou bordereaux de livraison. Sinon la vérification sera basée sur les horodatages diffusés mensuellement par le prestataire accompagnant la facture mensuelle.

En complément si besoin, en cas de défaillances, l'analyse détaillée pourra avoir lieu conjointement et au plus tard lors du prochain rendez-vous trimestriel.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie bénéficiaire concerné prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans un délai de 30 jours par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE VII - ASSURANCE**

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement partie bénéficiaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement partie bénéficiaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **8.1. - Contenu des prix**

Les prix comprennent l'ensemble des prestations de services que doit obligatoirement assurer le transporteur et notamment l'ensemble des charges relatives aux opérations de maintenance du véhicule et la fourniture du carburant.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **8.2. - Forme du prix**

Le marché est traité par application de prix unitaires forfaitisés. Les prix unitaires forfaitisés sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont révisables.

## **8.3. - Variation des prix**

### **8.3.1. - Choix du type de variation des prix**

Les prix sont révisables.

### **8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation**

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets ; ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

### **8.3.3. - Choix des paramètres de variation**

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

### **8.3.4. - Périodicité de révision des prix**

La révision des prix sera effectuée à chaque date anniversaire du marché, en cas de reconduction.

### **8.3.5. - Modalités de révision des prix**

La révision des prix pourra être réalisée à la baisse comme à la hausse par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0,20 + 0,55 (Sr/So) + 0,12 (Gr/Go) + 0,10 (Ar/Ao) + 0,03 (Rr/Ro)]$$

Avec :

Pr = Prix révisé de la prestation pour la nouvelle période Po = Prix initial de la prestation ou dernier prix révisé

So = indice initial des salaires conducteurs reg CNR connus au mois de la remise de l'offre ou indice de la dernière révision\*

Sr = indice révisé des salaires connus au moment de la révision  
<https://www.cnr.fr/espaces/13/indicateurs/32>

Go = indice initial gazole professionnel CNR connu au mois de la remise de l'offre ou indice de la dernière révision\*

Gr = indices révisés gazole CNR connus au mois de la révision  
<https://www.cnr.fr/espaces/13/indicateurs/26>

Ao = prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires connu au mois de la remise de l'offre ou indice de la dernière révision\*

Ar = indices révisés INSEE connu au mois de la révision INSEE010535350  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010535350#Tableau>

Ro = entretien et réparation de véhicules connu au mois de la remise de l'offre ou indice de la dernière révision\*

Rr = indices révisés INSEE connus au mois de la révision INSEE001764110  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764110#Tableau>

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au Centre Hospitalier Universitaire pour validation, au moins un mois avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

En sus des nouveaux prix, le titulaire doit fournir le détail de la formule de révision des prix appliquée ainsi que le mois de parution de chaque indicateur utilisé.

#### **8.4. - Clause de sauvegarde**

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3 %.

#### **8.5. - Offre promotionnelle**

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

### **ARTICLE IX - Clause de réexamen**

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), pourra solliciter, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'intégration des établissements parties au Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) qui n'ont pas été identifiés comme établissements parties bénéficiaires à l'annexe n° 1 du présent CCAP.

### **ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **10.1. - Modalités de facturation**



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » / <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement partie bénéficiaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement partie bénéficiaire (précisé à l'annexe n° 3 du présent CCAP) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

## 10.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date de livraison si la date de réception de la facture est antérieure à la date de livraison, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement partie bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

## 10.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

# ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

## 11.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

## 11.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

## ARTICLE XII - PENALITES

### 12.1. - Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G / F.C.S, lorsque le délai d'exécution, fixé pour tous les lots dans le CCTP et ses annexes, est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement partie bénéficiaire de procéder à une mise en demeure préalable, les pénalités fixées selon le barème ci-dessous :

Pour les courses non programmées :

Type de Transport	Non Programmés
Retard supérieur à 5 minutes	30% du montant de la course
Retard supérieur à 15 minutes	40% du montant de la course
Retard conduisant à l'annulation de la course (course non due)	100% du montant de la course

Nota : Le retard est décompté à partir du délai maximum ou des conditions prévues dans l'annexe au CCTP "Etat récapitulatif des besoins".

Pour les courses programmées :

Type de Transport	Programmés
Retard supérieur à 10 minutes	30% du montant de la course
Retard supérieur à 20 minutes	40% du montant de la course
Retard supérieur à 30 minutes	50% du montant de la course

Nota : Le retard est comptabilisé à partir de la tolérance indiquée dans les prescriptions techniques de l'annexe n° 1 au CCTP « Récapitulatif des besoins et volumétrie ». Tout retard imputable à l'établissement partie bénéficiaire ne donnera pas lieu à l'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS.

### **12.2. - Pénalités applicables en cas de non-respect des conditions de qualité de prise en charge des transports**

En cas de non-respect des conditions de qualité de prise en charge des transports (tout dépassement des bornes des températures lors de la prestation) définies dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par transport, ou 100 € par nouveau patient reprimé.

### **12.3. - Pénalités applicables en cas de défaut de signalement**

En cas de non-respect des conditions d'information, retard ou manquement aux obligations d'informer l'établissement immédiatement sur un retard de livraison, sur un défaut de température, ou toute situation mettant en péril les horaires convenus et/ou les conditions prévues au marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par défaut.

### **12.4. - Pénalités applicables en cas de défaut de continuité de service**

Pour tout refus de transport, une pénalité de 15% de la course sera appliquée.

## **ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 8.4 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :
  - 1) Au débit du titulaire :
    - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
    - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
    - c. Le montant des pénalités.
  - 2) Au crédit du titulaire :
    - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
    - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

## **ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE**

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE  
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements parties au GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement partie concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

## **ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article VI du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG/FCS.

L'article VII du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

L'article XII du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS.

L'article XIII du présent CCAP déroge aux articles 38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 06/01/2026

Pour la Directrice Générale  
et par délégation,  
Le Directeur des Achats

David ROZÉ